Gauche Alternative
Réseau Coopératif

Pour une Gauche Alternative

la feuille du Réseau Coopératif de Gauche Alternative

29 octobre 2026 – N°27

L'édito

Un mouvement qui s'enracine malgré la répression

Le mouvement initié par les lycéen·nes est loin de s'être essoufflé. Parti d'établissements d'outremer et des quartiers populaires, cette mobilisation puissante et imaginative traduit la colère et l'angoisse d'une jeunesse confrontée à une dégradation de ses conditions d'études et aux incertitudes pour son avenir. Cette situation est directement liée aux politiques austéritaires et de casse du service public d'éducation – contre-réforme Blanquer en tête – menées depuis 10 ans par la Macronie. Ignorant les revendications lycéennes, le pouvoir n'a eu pour seule réponse qu'une dure répression policière à l'encontre du mouvement : gazages massifs, utilisation d'armes mutilantes, nombreuses interpellations et gardes à vue, intimidation des parents.

Ce déferlement inédit de violence d'État contre des mineurs a choqué nombre d'adultes qui se sont progressivement mobilisés, d'abord pour protéger les jeunes. Mais cette mobilisation se transforme et se généralise. Le mouvement lycéen aura réussi à s'étendre aux étudiant·es et à coaguler de nombreuses colères : revendications de la jeunesse, lutte contre la vie chère et pour le pouvoir de vivre dignement, pour des services publics répondant aux besoin de la population, mais aussi pour être écouté·es et entendu·es sans oublier les préoccupations écologiques. C'est tout cela qui s'est exprimé les 17 et 24 octobre.



Photo : JP Romani phototèque du mouvement social

Face à l'ampleur de la mobilisation, la pouvoir n'a toujours qu'une seule réponse : le mépris et la trique ! Pas la moindre concession aux revendications lycéennes lors de l'intervention télévisée de Macron le 18 octobre. Ce n'est pas la pitoyable annonce d'une possible augmentation de 15 € du SMIC avancée de 2 mois qui peut pallier les difficultés à boucler les fins de mois. Les travailleurs et travailleuses n'ont pas besoin d'aumônes, mais de salaires décents !

Côté « trique », on est servi·es ! Prenant prétexte des dégradations qui se sont produites dans certaines villes – opportunément repris en boucles dans les médias dominants, ces faits occultent la force de la mobilisation – le pouvoir en profite pour activer ses dispositifs liberticides : interdiction ou limitation du périmètre des manifestations dans de très nombreuses villes, tentative de diviser le mouvement en n'autorisant que les manifs déclarées par les seules organisations syndicales… On voit sous nos yeux s'accélérer le processus de fascisation de la sphère médiatico-politique à droite. Cette tentative de délégitimation de la protestation n'a pas empêché des centaines de milliers de personnes de retourner dans la rue le 24 octobre. Les journées d'action qui s'annoncent – 31 octobre, 5 novembre – seront cruciales pour la suite du mouvement social et citoyen

Victoire historique et inédite du mouvement étudiant en Serbie

Le 25 octobre, la Liste dite « étudiante » a remporté les élections législatives en Serbie. Elle a devancé celle du Parti progressiste serbe (SNS) de l'ancien président autoritaire et corrompu, Aleksandar Vučić. Ce résultat intervient après deux années de contestations. Il s'agit d'un mouvement inédit qui passe de la mobilisation sociale à la traduction politique dans les urnes et la conquête des institutions avec une alternance démocratique. C'est sans conteste un moment historique dans l'histoire de la Serbie et plus largement en Europe. Né, après l'effondrement tragique de l'auvent en béton de la gare de Novi Sad, le 1er novembre 2024, qui avait tué seize personnes, ce mouvement animé par des étudiant·es n'a cessé de demander des comptes au pouvoir et de dénoncer la corruption. Devant l'absence de réponses des autorités, la demande d'élections anticipées est devenue une revendication. La stratégie de participer aux élections pouvait s'avérer risquée, elle s'est révélée gagnante.


photo : Courrier des Balkans

La participation à ce scrutin a été en forte augmentation puisqu'elle atteint 69%, soir vingt points de plus qu'il y a trois ans. La mobilisation a joué en faveur de la Liste étudiante, alors que le régime sortant d'Aleksandar Vučić disposait d'une base électorale plus réduite.

La Liste étudiante a obtenu 52 % des voix contre 39 % au SNS. Elle obtient 140 des 250 sièges à pourvoir au Parlement, soit la majorité absolue. Le SNS et ses alliés obtenant de son coté 105 sièges. Les autres sont attribués aux minorités nationales, hongroise, bosniaque et albanaise.

Grâce à une campagne de terrain, la Liste étudiante est parvenue à surmonter le black-out des médias. Elle va pouvoir former le prochain gouvernement qui va devoir composer avec les différentes sensibilités politiques de ce mouvement car la lutte contre la corruption est le seul dénominateur commun. Des thématiques telles que les relations avec le Kosovo, l'Union européenne et la Russie vont également devoir être tranchées. Tout reste à faire mais c'est assurément une belle victoire !

Glucksmann vainqueur de la primaire « socialiste » : et maintenant ?

La très nette victoire de Glucksmann à la primaire « socialiste » doit être relativisée, vu la participation (135 000 cette fois-ci, plus de 2 millions en 2017 lors de la victoire du social-démocrate Hamon et l'élimination du social-libéral Valls). A entendre son vainqueur, l'objectif est atteint : briser l'hégémonie de LFI . Vers une telle ambition, ne serait-ce pas le plus dur qui commence pour Glucksmann ?

Quel est le sens de cette victoire ?

Malgré un tournant écolo affiché – « révolution écologique! » – avec le renfort de Y. Jadot, et un coup de barre social plus à gauche, classique de toute campagne social-démocrate, ses options font de lui un social-libéral parti de loin : ancien électeur de Sarkozy (2007), conseiller (2009/2012) de l'ultra-autoritaire et ultra-libéral président géorgien Saakachvili. Lors de cette primaire c'est l'alliance scellée entre Place Publique et l'aile droite et social-libérale du PS qui lui a été salutaire.

Les débats télévisés de cette primaire ont confirmé le double clivage entre l'aile social-démocrate (Faure, S.Royal, Maurel) et l'aile social-libérale (Glucksmann, Guedj) : la reconnaissance du génocide à Gaza par les un·es et son refus par les autres ; le rejet de tout accord avec LFI pour Glucksmann et Guedj, et la prudence des autres pour ne pas insulter l'avenir. On doit cependant faire crédit à Glucksmann de ne pas transiger sur l'Ukraine alors que S.Royal sur ce point est plus proche de la gauche campiste...

Quelles perspectives cette primaire ouvre-t-elle ?

Le refus de toute alliance avec LFI signifie le parti-pris du renoncement au rassemblement de la gauche face à la menace néo-fasciste avec un objectif réaffiché : capter la partie de l'électorat macroniste de 2017 issue de la gauche modérée et reconstituer une hypothétique alliance de type centriste. La forte présence d'ex-macronistes dans l'entourage de Glucksmann prépare le terrain.

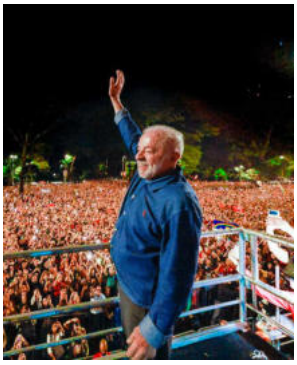
Mais rien ne dit qu'un tel projet quasi-centriste aboutira : il est en contradiction avec la radicalité des mobilisations citoyennes et des mouvements sociaux en cours. On observe la très grande discrétion de Glucksmann sur la mobilisation de la jeunesse scolarisée… Ce projet se heurte aux aspirations unitaires à gauche, y compris dans la base électorale et militante socialiste ; il volera en éclats dans l'hypothèse probable de l'élimination de Glucksmann du second tour de la présidentielle et face aux accords souhaitables entre les autres forces de gauche pour les futures élections législatives.

La candidature Glucksmann n'aurait-elle pas comme effet, voire comme but, que de réduire les chances d'accès de la candidature Mélenchon au second tour de la présidentielle ? Plus que jamais, la menace néo-fasciste impose de rassembler, de la base au sommet, l'ensemble de la gauche citoyenne et associative, syndicale et politique.

On en est encore loin ! Or il faudrait imposer un tel rassemblement, en dépit des calculs, des sectarismes et des comportements hégémoniques qui dominent à gauche...

Immense soulagement au Brésil !

Le 25 octobre, Luiz Inácio Lula da Silva a remporté l'élection présidentielle brésilienne au 2nd tour avec 51,8 % des voix contre Flávio Bolsonaro qui obtient 48,2%. 4 430 000 voix les séparent. Distancé au 1er tour, le premier a progressé de 10 377 000 quand que le second n'a obtenu que 3 721 000 voix supplémentaires alors que la participation n'a progressé que deux points (81 % au 2e tour). C'est donc bien la très forte mobilisation de la gauche et le charisme de Lula qui ont permis d'obtenir ce résultat inattendu au soir du 1er tour alors que Bolsonaro le devançait de près de deux points. C'est la première fois qu'un candidat arrivé second au 1er tour l'emporte au deuxième.



Ce résultat a été obtenu dans un climat continental très difficile du fait des interventions de l'administration états-unienne de Trump, de l'entreprise Meta (réseaux sociaux) et celles incessantes des voisins ayant basculé à l'extrême droite, à l'image de Milei. Il aura fallu des manifestations monstres dans de nombreuses villes pour maintenir la mobilisation et éviter l'abstention, notamment de la jeunesse. Le jour même du scrutin, une restriction des transports dans plusieurs villes a été organisée pour limiter la participation. Saisie par Lula, la Cour suprême de justice du Brésil a ordonné de prolonger le scrutin de deux heures.

Cette victoire est importante pour le peuple brésilien qui s'accorde un sursis dans un contexte régional dominé par « l'internationale trumpiste ». Mais la marge de manœuvre du président va être extrêmement difficile du fait de la composition des deux chambres (Congrès des Député.es et Sénat). Le Parti libéral (PL) de la famille Bolsonaro et ses alliés ont réalisé une percée aux élections générales du 4 octobre.

Dans ce contexte, Lula parviendra-t-il à protéger la forêt amazonienne, avec la poursuite du « Plan Amazone », en luttant contre la déforestation d'ici 2030 ? Il va persévérer dans sa logique productiviste en défendant de nouveaux projets d'exploitation pétrolière ou de terres rares du pays. Avec lui, les droits des peuples indigènes seront mieux défendus avec la légalisation possible de territoires amazoniens. Au niveau sociétal, il défend la légalisation de l'avortement et les droits des LGTBQI, il est favorable à la légalisation du mariage entre personnes de même sexe mais il sera confronté aux églises évangélistes. Enfin, sa politique étrangère ne devrait pas varier, notamment son implication dans les BRICS.

Qui sommes-nous ?

Le Réseau Coopératif de Gauche Alternative, est un espace de réflexion et d'action ancré dans les mobilisations et les initiatives « d'utopie concrète » : vivre, travailler, accueillir, agir autrement. Ce réseau est ouvert à tous·tes, quels que soient ses engagements militants ou pas.

Unitaires, participons à la construction d'une alternative de gauche ancrée à la base dans des collectifs locaux.

Révolutionnaires, faisons émerger, avec d'autres, un mouvement politique de gauche alternative, anticapitaliste et autogestionnaire, écologiste et féministe, anti-raciste et anti-validiste, internationaliste et altermondialiste.

pour nous contacter : contact@reseaucoopgauchealter.fr

Quelles sont les dynamiques à l'œuvre en Afrique de l'Ouest ?

Comment les États répondent-ils à l'aspiration à la souveraineté des peuples ?

C'est autour de ces problématiques que notre Réseau a débattu en visio-conférence avec Serigne SARR, panafricaniste, environnementaliste et secrétaire général de la fédération sénégalaise des acteurs de l'environnement. Nous reproduisons ci-dessous les principaux éléments d'analyse qu'il a développés.

60% de la population d'Afrique de l'Ouest a moins de 25 ans et n'a donc pas connu les indépendances de 1960, n'en a pas de nostalgie mais a en mémoire les promesses non tenues du néolibéralisme. Une véritable rupture sociologique et culturelle s'affirme avec une exigence populaire de souveraineté, autour d'une bipolarisation des modèles politiques :

- **La trajectoire de l'Alliance de États du Sahel** (Mali, Burkina Faso, Niger), issus de coups d'états et nés d'une crise sécuritaire profonde (attaques djihadistes) affiche une rupture géopolitique frontale, avec une centralisation du pouvoir qui bénéficie d'un soutien populaire sur la promesse de sécurité par la reconquête de la souveraineté. La souveraineté c'est d'abord « ne pas mourir ».
- **Celle du modèle modèle démocratique et patriotique** : il s'est concrétisé au Sénégal en 2024 dans le cadre démocratique et constitutionnel des urnes, conciliant rupture et État de droit.



Mais la souveraineté démocratique est une illusion sans souveraineté écologique.
L'Afrique est le terrain d'un nouvel extractivisme déguisé sous les traits de la transition écologique. Les résistances locales et populaires écologiques et vitales (agriculteurs-pêcheurs) ne sont pas seulement électorales.

L'Afrique n'est plus un comptoir ouvert au pillage. La souveraineté économique progresse par la renégociation des contrats asymétriques, la refonte des contrats miniers et pétroliers. La souveraineté monétaire et la sortie du Franc CFA, pour contrôler le développement, sont au cœur des débats.

Les obstacles structurels sont colossaux :

- le piège de la dette publique (FMI, Banque Mondiale) maintient une camisole de force sur les budgets.
- Il faut aussi décoloniser les appareils d'État et leurs administrations.
- La souveraineté ne consiste pas à troquer une dépendance contre une autre en tombant dans le piège géopolitique tendu par de nouveaux acteurs tels que Russie, Chine, Turquie, les puissances du Golfe.

Comment construire une alternative populaire, écologique et solidaire ?

- La Communauté De l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est un « syndicat des chefs d'États ». Elle doit devenir celle des peuples avec un parlement élu au suffrage universel.
- La Fédération africaine se fera par les forces des sociétés civiles en construisant des espaces concrets de solidarité, des réseaux de savoir à l'échelle des sous-régions.
- Une écologie qui n'intègre pas la libération panafricaine et anti-impérialiste est impuissante à créer de la justice sociale. Il faut rompre avec le modèle colonial (et ses monocultures qui affament la population). Seule une agroécologie paysanne pourra répondre aux besoins en garantissant le contrôle collectif des biens communs.
- La dynamique générationnelle est majeure. Beaucoup de jeunes sont sans emploi, sans instruction, sans formation, et les réseaux sociaux sont les principaux vecteurs d'opinions.
- L'AES et la CDEAO doivent se rapprocher, des pas importants sont faits en ce sens, avec une feuille de route.
- Le rapprochement avec la France et les autres États doit se faire dans le contrôle démocratique. Elle doit définitivement enterrer la logique de la charité au développement pour lui substituer une collaboration solidaire d'égal à égal.

Rafle de six habitants dans une entreprise du Briançonnais

Communiqué publié dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 septembre par plusieurs associations (Toutes et Tous Migrants, Médecins du Monde, Refuges Solidaires et MAPEmonde) pour dénoncer le contrôle "d'au moins 6 personnes", arrêtées puis envoyées dans les locaux de la Police aux frontières (PAF) de Montgenèvre. Une opération "sans précédent" pour ces associations, qui dénoncent "l'hypocrisie" de la préfecture des Hautes-Alpes et réclame leur régularisation immédiate.

Ces personnes qui habitent "depuis plusieurs années dans la région" travaillent "dans des métiers en tension" permettant d'obtenir une carte de séjour temporaire, après douze mois de travail consécutif, d'après la loi immigration votée en 2024.

Or ce serait à cause de leurs demandes de régularisation en préfecture que ce contrôle aurait été déclenché quelques semaines plus tard : en effet comme ils ont fourni des bulletins de salaires, le nom et l'adresse de leur employeur était indiqué ! "C'est d'une hypocrisie totale de la part des services de l'État, dénonce MAPEmonde. Ces personnes jouent le jeu de la loi, et c'est ça qui déclenche ce type d'opération derrière. Elles vont être bloquées administrativement pendant trois ans. Il y a un acharnement contre les étrangers dans les Hautes Alpes."

Elections israéliennes

Au moment où nous publions cette feuille, les résultats des législatives en Israël sont tout juste connus.

Netanyahou et sa coalition d'extrême droite et génocidaire obtiennent 53 sièges, contre 48 à l'opposition. Les listes arabes connaissent une forte progression avec 19 sièges.

En l'état, il n'y a pas de majorité et une période d'incertitude s'ouvre en Israël.

Dans notre prochain numéro, nous reviendrons en détail sur une situation qui ne mettra malheureusement pas fin au calvaire du peuple palestinien.